

4 mai 1999



La Guerre du Kosova Vers un système permanent de guerres chaudes

1. La guerre du Kosova (de son nom albanais) n'a rien à voir avec le peuple kosovar et tout à voir avec la mise en place d'un nouvel ordre mondial impérialiste pour le 21^{ie} siècle. S'il était vrai que la seule façon de rétablir les droits humains et nationaux était de faire la guerre, la *communauté internationale* — c'est-à-dire les puissances impérialistes, dont le Canada, sous la houlette des ÉU — devrait bombarder non seulement la Yougoslavie et l'Iraq, comme elle le fait maintenant, mais aussi la Turquie (les Kurdes), Israël (les Palestinien-ne-s), la Colombie (les paysan-ne-s)... et Washington (les Noir-e-s, Vietnam, Guatemala, El Salvador, Cuba, Panama, Grenade, Indonésie, etc, etc, etc).

2. L'intérêt fondamental de toutes les bourgeoisies, c'est le statu-quo social ; des apprentis-bourgeoisies bureaucratiques à la Milosevic, *de tout changer pour que rien ne change* ; de l'ensemble des puissances impérialistes, de perpétuer la domination du Nord sur le Sud et l'Est ; des ÉU comme hégémon mondial, de perpétuer le statu-quo géopolitique ; du patriarcat, de garder les femmes à leur place ; des nations dominantes, de figer les frontières.

3. Le système de la Guerre froide permanente permettait de garder les choses en l'état : construire un camp impérialiste dominé par les ÉU pour sauver le monde du *communisme* ; perpétuer le capitalisme comme garant de la démocratie ; consolider le pouvoir des bureaucraties staliniennes pour *vaincre les forces de l'impérialisme* ; institutionnaliser le militarisme pour maintenir les femmes et les minorités sous le joug des chauvinismes.

4. La disparition rapide de ce système de 1989 à 1991 a pris par surprise les puissances de ce monde. La Guerre du Golfe en a été la réponse réactive, annonciatrice d'un *nouvel ordre mondial*. Cette guerre eut l'avantage, pour les ÉU, de renforcer leur mainmise sur ce carrefour du globe qu'est le Moyen-Orient, aux portes du rival européen, où se trouvent les principales réserves pétrolifères de la planète. Le pétrole, c'est le sang du capitalisme contemporain, en particulier de sa composante transport essentielle au libre-échange. Mais c'est aussi la cause la plus importante de la pollution de la planète et du pillage du tiers monde. Il donne au capitalisme néolibéral les moyens d'emprisonner la majeure partie du prolétariat organisé des pays riches dans le piège du complexe auto-bungalow.

5. En même temps, cependant, cette guerre révéla l'incapacité des ÉU d'institutionnaliser leur nouvel ordre une fois la guerre terminée. Si la supériorité écrasante des ÉU au sortir de la Deuxième guerre leur avait permis de structurer leur hégémonie par le système de Bretton Woods et des Nations Unies, l'après Guerre du Golfe montra plutôt leur incapacité de dominer tant l'OMC, c'est-à-dire les rapports inter-impérialistes, que le Conseil de sécurité de l'ONU, le gestionnaire des zones d'influence des uns et des autres.

6. Le néolibéralisme triomphant des 1980 connaît de sérieuses ratées. La crise asiatique de 1997, qui s'est ensuite étendue à la Russie en 1998 puis au Brésil au début de 1999, menace de devenir mondiale une fois épuisée la politique de la baisse des taux d'intérêt. Les modèles ont fait faillite. Vingt ans de néolibéralisme ont à ce point relativement appauvri la majorité des peuples et des nations que le monde est gros d'une crise généralisée de surproduction comme le démontrent les importantes surcapacités de production dans la plupart des secteurs industriels. La guerre commerciale entre les ÉU et l'UE, au sein de l'OMC, s'envenime. Appelés, plusieurs hauts dirigeants économiques et politiques parlent de régulation des flux de capitaux mais sans aboutir à rien. Quant aux ÉU, les dépenses à *perte* de la Guerre froide et la frénésie spéculative des années 80 révélaient un affaiblissement économique que soulignait la récession de 1990-91. Leur actuelle prospérité, qui entraîne le Canada et le Québec, n'est due qu'au fait qu'ils sont devenus la grande éponge de l'épargne mondiale.

7. À cet affaiblissement économique s'ajoute un syndrome vietnamien non surmonté, malgré les illusions de la Guerre du Golfe, comme allait le montrer la débâcle somalienne de l'automne 1993 où périrent dix-huit soldats américains. L'Allemagne et le Japon, toujours marqués par leurs passés récents fasciste et militariste, sont incapables de se substituer militairement aux ÉU. Pendant que la Grande-Bretagne s'en remet complètement désormais aux ÉU pour policer le tiers monde, la France, restée militairement interventionniste, perd pied en Afrique, ce qu'allait démontrer son parti-pris pro-gouvernement Hutu lors du génocide rwandais de 1995.

8. Tant l'essoufflement du néolibéralisme, qui redonne confiance au mouvement ouvrier et populaire et accroît sa popularité, que l'incapacité des grandes puissances d'occuper militairement le terrain, nécessaire en cas de révolte contre l'ordre néolibéral, menacent la domination impérialiste du globe tout comme la crédibilité militaire des ÉU vis-à-vis les autres puissances impérialistes et les pays du tiers monde. Il devient donc impérieux pour l'impérialisme, et en particulier pour les ÉU, de rétablir leur autorité pour être capable d'imposer un autre système de régulation du capitalisme. Tel est le sens profond de la Guerre du Kosovo.

9. Le choix d'intervenir dans les Balkans n'est pas un hasard. Les Balkans rompent le lien de continuité géographique de l'OTAN qui va des ÉU (et du Canada) jusqu'en Grèce et en Turquie. Pendant la Guerre froide, ce flanc sud de l'OTAN avait une importance secondaire, le front principal étant en Allemagne face à l'ex-URSS. La chute du mur de Berlin et la Guerre du Golfe lui a donné une importance première.

10. La Turquie est devenu un pays essentiel tant pour le contrôle du Golfe arabo-persique, l'actuel *grenier* de l'or noir, que pour le futur grenier de la Mer Caspienne coincée entre la Russie et l'Iran, relais perdu de l'impérialisme depuis la révolution khoméniste de 1979. Non seulement la Turquie est-elle géographiquement isolée, mais elle l'est aussi politiquement par rapport aux *normes démocratiques* dont se réclame l'OTAN, et aussi l'UE dont elle est tenue à l'écart. La guerre anti-kurde, qu'est venue renforcée la récente victoire électorale des nationalistes durs et de l'extrême-droite, menace l'instabilité politique et économique de la Turquie. Pour ajouter à cette fragilité, les contentieux entre la Turquie et la Grèce, surtout à propos de Chypre, restent lourds de possibles affrontements militaires. La nouvelle alliance militaire Turquie-Israël ne compense que partiellement tous ces facteurs négatifs.

11. Pour les ÉU, le contrôle des Balkans revêt une importance encore plus grande. Depuis la constitution de la zone euro, certes encore non consolidée, l'UE est devenu à la fois le grand allié et le grand rival. (Le Japon, en crise économique et politique durant presque toute la décennie 90 et de ce fait incapable de juguler la crise est-asiatique à son profit, s'est mis pour l'instant hors-jeu.) Au néolibéralisme débridé américain, l'UE oppose un néolibéralisme régulé à l'allemande ou à la française. Laisser l'UE se constituer en puissance militaire de premier ordre lui donnerait éventuellement la capacité de devenir hégémonique au Moyen-Orient (aussi en Russie et en Afrique), sa zone d'influence *naturelle* par l'intermédiaire du contrôle des Balkans.

12. Pour conserver leur supériorité militaire absolue, les ÉU ont recommencé à hausser leur budget militaire. Il s'agit pour eux de rester la seule puissance impérialiste matériellement capable de mener une opération militaire de grande envergure avec un minimum d'opérations au sol. Les moyens logistiques de l'armée américaine, ses capacités de renseignement, de communication et de contrôle du champ de bataille, et de plus en plus la précision de ses munitions de beaucoup améliorée depuis la Guerre du Golfe comme en témoignent la faiblesse relative des dommages collatéraux en Yougoslavie, même fort médiatisés, sont devenus indispensables à toute sérieuse intervention impérialiste.

13. Lors de la Guerre de Croatie-Bosnie, de 1991 à 1995, les ÉU ont laissé s'enliser l'intervention de l'UE sachant fort bien que celle-ci n'avait pas les moyens militaires d'imposer la solution du partage ethnique des territoires en litige avec laquelle, par ailleurs, ils étaient tout à fait d'accord. Pendant ce temps, ils aidaient la Croatie et la Bosnie à rétablir l'équilibre des forces. Une fois l'UE enlisée, l'OTAN intervint par des bombardements pour s'approprier le nouveau rapport de forces qui sera scellé par les accords de Dayton garantis par les ÉU.

14. Le repli ethnique des peuples et nations, rendu inévitable par l'accroissement des inégalités tant au sein des peuples qu'entre les nations et par l'absence d'une alternative anti-capitaliste crédible, sert de moyen à l'impérialisme pour s'assurer le contrôle du globe. Elle oblige l'impérialisme, cependant, à détenir les moyens militaires d'éviter les dérapages et autant que possible les modifications de frontières, garants du maintien du statu-quo. Si la Guerre du Golfe a été un avertissement contre la tentation de

l'élargissement des frontières, les guerres de Croatie-Bosnie ont été un test à demi-réussi à propos du danger de création de nouvelles frontières.

15. Pour imposer une solution impérialiste aux guerres croato-bosniaque, l'OTAN, intervenu sur le tard, a dû composer avec la division au sein. L'UE, en particulier l'Allemagne pour renforcer sa propre influence en Europe centrale, notamment en Slovénie et en Croatie, a très tôt accepté une division de la Yougoslavie. De plus, le manque de moyens militaires de l'UE a obligé les ÉU à intervenir d'abord indirectement en soutenant le ré-armement croate et bosniaque, ce qui les a obligé à satisfaire leurs volontés de partition ethnique. Dans la Guerre du Kosova, l'OTAN intervient dès le départ, avec des moyens puissants mais très précis et même parfois minimisant les destructions, dans une unité d'action beaucoup plus grande, malgré les réticences des populations italiennes et surtout grecques, et comptant très secondairement sur des relais sur le terrain de combat tels l'UCK qu'elle refuse d'armer sérieusement, et dont elle demandait même le désarmement à Rambouillet.

16. Pour contrer l'effet du syndrome vietnamien, son tendon d'Achille, l'OTAN savait qu'elle pouvait compter sur une opération de nettoyage ethnique du régime Milosevic. Coincé entre la faillite du régime de Tito dont la contradiction entre d'une part un pouvoir central idéologique fort de type stalinien et d'autre part des institutions économiques et politiques fortement décentralisées poussaient à l'éclatement de la Yougoslavie, et les pressions du FMI qui, se servant de l'important endettement international de la Yougoslavie titiste, exigeait une restructuration néolibérale, le régime Milosevic a choisi, depuis 1987, le nationalisme comme ciment idéologique du régime pour essayer, sans succès, d'imposer une Yougoslavie unie mais serbisée intégrée au marché mondial. Cette dynamique explosive a amené le régime, pour sauver son pouvoir, à pratiquer une politique ultra-nationaliste de 1990 à 1993, politique qu'il a renouvelée depuis peu, par l'alliance avec le parti extrémiste de Seselj, pour venir à bout d'une opposition assez forte mais divisée qui avait sérieusement menacé le régime durant l'hiver 96-97 par d'amples manifestations.

17. Cyniquement, non seulement l'OTAN comptait sur ce nettoyage ethnique, dont elle a sans doute minimisé la rapidité et la brutalité étant donné l'arrogance qui sied aux grandes puissances, mais elle a laissé s'aggraver les conséquences en ne faisant rien pour préparer l'accueil des réfugié(e)s. L'impact médiatique de leurs souffrances non seulement amène les populations de la plupart des pays de l'OTAN à justifier les bombardements mais aussi prépare, si besoin est, celles-ci à une intervention de l'OTAN au sol, dans un contexte de guerre, une fois l'adversaire très affaibli par un bombardement chirurgical prolongé. L'hypothèse d'une capitulation du régime Milosevic après quelques jours de bombardement non seulement ne correspond-elle pas à ce que l'on sait de ce régime, encore moins quand on prend en considération l'importance historique du Kosova — le Kosova est au nationalisme serbe ce qu'est le Québec au nationalisme canadien — et son importance pour le régime Milosevic — le démantèlement de la Yougoslavie n'a pas commencé avec la guerre de Slovénie en juin 1991 mais avec la suppression de l'autonomie du Kosova (et de la Voïvodine) en 1989. Étant donné le syndrome vietnamien, l'OTAN ne peut pas avouer publiquement sa stratégie d'un seul coup mais doit provoquer un processus d'escalade, risqué bien sûr,

pour amener la population à soutenir sa stratégie au fur et à mesure qu'elle prend forme.

18. La forte réaction du régime Milosevic a sans doute causé des embarras tactiques à l'OTAN en donnant l'impression que ce sont les bombardements qui sont responsables du nettoyage ethnique, et non seulement qu'ils les ont accéléré ; en l'obligeant à s'occuper elle-même de plusieurs camps de réfugié(e)s, ce qui n'est quand même pas sans avantage médiatique ; et surtout en menaçant la Macédoine et l'Albanie de déstabilisation ou de chaos, laissant pointer le danger d'une plus sérieuse déstabilisation du flanc sud de l'OTAN alors que le but inavoué de la guerre est de le renforcer. Reste que la stratégie du régime Milosevic, une fois passée la surprise initiale qui aurait dû faire éclater l'Alliance entre les ÉU et les régimes socio-démocrates européens, renforce la stratégie de l'OTAN. La célébration du 50^{ie} anniversaire de l'OTAN a bien marqué le resaisissement de l'Alliance impérialiste une fois surmontée les hésitations et les tensions internes des premières semaines.

19. La faute du régime Milosevic, aux yeux de l'OTAN, n'est pas le refus de s'intégrer au marché mondial. Le retard du régime à attirer les investissements extérieurs ne dépend pas de sa mauvaise volonté mais de son incapacité à stabiliser la Yougoslavie, pays au cœur des Balkans. L'OTAN était amplement satisfaite de sa collaboration aux accords de Dayton où il avait mis au pas le régime ultra-nationaliste serbo-bosniaque. Elle comptait sur lui pour stabiliser ce qui restait de la Yougoslavie et en particulier de trouver une solution satisfaisante au boycott non-violent des institutions serbes par la population kosovar sous la direction de leur président Rugova élu dans l'illégalité. L'OTAN espérait au moins une atténuation des politiques de quasi-appartheid appliquées depuis 1989 et même une restauration au moins partielle de l'autonomie du Kosova. Mais la dynamique du régime lui interdisait tout aveu de faiblesse nationaliste.

20. L'ascendant rapide de l'UCQ à partir de 1997 est dû, d'une part, au cul-de-sac de la stratégie de Rugova, qui avait espéré un appui ferme de l'OTAN pour faire bouger le régime Milosevic et, d'autre part, à la stratégie de lutte armée de l'UCK plus susceptible, pensait une partie de celle-ci, de provoquer une intervention de l'Occident. Mais l'OTAN, garant du statu-quo, ne voulait rien savoir de la solution indépendantiste souhaitée tant par Rugova et par l'UCQ, et votée très majoritairement lors du référendum *illégal* de 1991. L'OTAN espérait seulement que le régime Milosevic mate l'UCQ tout en tendant une perche au président Rugova. Il devint vite évident que la mise au pas de l'UCQ, qui ne manquait pas de profiter de toutes les reculades auxquelles consentait Belgrade face aux pressions internationales puisqu'elle voulait justement provoquer l'intervention de l'OTAN, dégénérait en début de nettoyage ethnique au point qu'environ 200 000 Kosovars étaient devenus des réfugié(e)s internes avant le début des bombardements.

21. La situation était devenue mûre pour une intervention de l'OTAN parce que, d'une part, l'OTAN, c'est-à-dire avant tout les ÉU, avait besoin d'une démonstration de force tant pour affirmer son autorité que tester ses nouvelles capacités militaires et que, d'autre part, le début de dérapage kosovar menaçait à terme le flanc sud de l'OTAN par l'intermédiaire d'une déstabilisation de la Macédoine et de l'Albanie, ce que justement le

régime Milosevic a essayé et va continuer à essayer de faire en accéléré une fois les bombardements commencés, en canalisant des flux de réfugié(e)s sur la Macédoine.

22. Une politique ouvrière/populaire ne doit servir ni les buts impérialistes de l'OTAN ni les politiques ultra-chauvines du régime Milosevic. Elle doit, au contraire, contribuer à renforcer le droit à l'auto-détermination du Kosova, les droits démocratiques des Yougoslaves serbes et monténégrins et la paix et le développement des pays balkaniques.

23. Le support des Kosovars suppose d'appuyer leur droit à l'autodétermination qui s'exprime, jusqu'à nouvel ordre, dans la revendication de l'indépendance par les principales organisations représentatives des Kosovars. La tâche des partis de gauche et des organisations syndicales et populaires est donc d'amener leurs gouvernements respectifs à appuyer le complet droit à l'autodétermination des Kosovars, ce qui implique d'aider matériellement leurs organisations dans leurs luttes pour ce droit, sans imposer de conditions en ce qui concerne les moyens choisis.

24. La seule limite à cette aide est que ces organisations œuvrent bien à la libération nationale du Kosova et non pas à du nettoyage ethnique à rebours contre la minorité serbe du Kosova. Bien entendu, qui dit aide n'implique pas une adhésion aux stratégies et tactiques de ces organisations, particulièrement si elles se lient à l'OTAN. Cette liaison, cependant, ne doit pas servir de prétexte pour refuser d'appuyer les organisations kosovars et albanaises. Il faut plutôt dénoncer l'OTAN qui se sert de son immense puissance économique et militaire pour tenter d'instrumentaliser certaines de ces organisations, particulièrement l'UCQ, pour parvenir à ses propres fins. On a qu'à penser à la tragédie des multiples renversements d'alliance de la part des puissances tutélaires dont ont été victimes les organisations kurdes pour réaliser la tragédie qu'attend l'UCQ quand l'OTAN aura fini de l'utiliser.

26. D'une façon immédiate, la solidarité avec les Kosovars passe par l'accueil, sans limite de nombre ni de budget, dans tous les pays d'accueil que ceux-ci et celles-ci auront librement choisi pour s'y réfugier. Il est fallacieux d'invoquer la nécessité de garder ces réfugié(e)s aux frontières du Kosova quand on sait le lourd fardeau politique et économique que ces réfugié(e)s imposent à la Macédoine et à l'Albanie, ce qui se traduit par de très mauvaises conditions de vie dans les camps. Il ne s'agit pas de pointer du doigt la Macédoine et l'Albanie, mais de dénoncer la cruauté et la pingrerie des puissances impérialistes.

27. Comme on pouvait s'y attendre et comme le savait très bien l'OTAN, les premières victimes des bombardements ont été les démocrates serbes et monténégrins opposés à la direction Milosevic, des médias alternatifs aux partis d'opposition conséquents en passant par les syndicats et les mouvements de femmes, dont en premier lieu le gouvernement monténégrin lui-même. Il va donc s'en dire que le premier geste d'humanité et de solidarité envers le peuple yougoslave est d'arrêter immédiatement les bombardements sans aucune condition. Tout comme la guerre contre l'Iraq a renforcé le pouvoir de la dictature de Saddam Hussein, les bombardements de la Yougoslavie

ont renforcé l'unité du peuple yougoslave autour de la clique bureaucratique de Milosevic.

28. La moindre des choses que doivent faire les ONG et médias des pays de l'OTAN, en plus de faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour les amener à cesser les bombardements, à appuyer ouvertement le droit à l'autodétermination des Kosovars, à soutenir matériellement les organisations de libération du Kosova et à accueillir sans limite les réfugié(e)s volontaires, c'est de se faire l'écho des démocrates serbes et monténégrins et de les soutenir par tous les canaux ouverts et clandestins disponibles.

29. Au-delà de leurs devoirs immédiats d'humanité et de solidarité, les démocrates se doivent de tracer les contours d'une solution durable amenant la paix et le développement dans l'ensemble des pays balkaniques. Cette solution doit avoir comme base le droit à l'autodétermination des nations et nationalités balkaniques et comme but la constitution d'un État capable de tenir tête au capital financier et aux multinationales et de se libérer de la politique de zones d'influence des grandes puissances impérialistes. Cette solution, le mouvement socialiste l'a mise de l'avant depuis au moins le début du siècle : une fédération des Balkans.

30. Cette solution ne peut venir que des peuples des Balkans eux-mêmes sans ingérence des grandes puissances sinon sous la forme d'un généreux plan d'aide inconditionnel à la paix et au développement qui compenserait les torts historiques dus à plus d'un siècle de politiques interventionnistes responsables d'immenses dévastations guerrières et d'un morcellement entravant toute possibilité de développement pacifique. Il appartient aux organisations balkaniques et à leurs gouvernements d'œuvrer à l'organisation d'une conférence balkanique, où seront représentées jusqu'aux plus petites des minorités nationales, dont le but serait de présenter à l'ensemble des peuples balkaniques la constitution d'une fédération des Balkans à laquelle chaque nation et nationalité dotée d'un territoire reconnue historiquement, aux frontières contestées ou non, adhérerait volontairement.

31. Cette fédération balkanique pourrait être le modèle étatique alternatif à opposer au modèle néolibéral d'un État ou d'un regroupement d'États dont la strate inférieure élue repose sur le découpage ethnique et qui a comme fonction de gérer les crises sociales par un mélange judicieux de politique de répression et de redistribution clientéliste, et dont la strate supérieure non-élue, ou tout au moins sans responsabilité de gestion sociale, repose sur un découpage ajusté à la taille des transnationales avec qui elle serait en étroite symbiose et qui a comme fonction la détermination des paramètres économiques et des normes sociales encadrant les strates inférieures.

32. L'alternative au modèle de la fédération balkanique c'est la perpétuation d'un régime d'accumulation néolibérale imposé par un état permanent de guerres chaudes de faible ou grande intensité par lequel se généraliserait une série de protectorats ou demi-protectorats sous contrôle de l'OTAN, avec ou sans paravent onusien ou son équivalent, comme le sont déjà le Kurdistan iraquien et la Bosnie. Cet état de guerre chaude permanent se justifierait par un nouveau *droit d'ingérence humanitaire* qui deviendrait la nouvelle clef de voûte du droit international impérialiste qui jusqu'ici reposait sur le droit

de la souveraineté des États auxquels aucun organisme international ne pouvait imposer quelque déclaration ou charte que ce soit même s'ils résistaient fort mal à la puissance de pénétration du capital.

33. Ce nouveau système de Guerre chaude permanente vise à perpétuer le néolibéralisme une fois épuisé son emprise idéologique et ses *succès* économiques. Comme le soulignait le sommet de l'OTAN du 50^{ie} anniversaire, désormais l'OTAN est devenu une alliance militaire au service des droits humains et des réformes démocratiques, et non plus ayant pour but la lutte contre le *communisme*, intervenant dans la *zone euro-atlantique*, et non plus défendant le seul territoire de l'OTAN.

34. L'enjeu fondamental de la Guerre du Kosova pour les peuples du monde, c'est d'empêcher la consolidation de ce nouveau système de domination du capitalisme qui sera beaucoup plus interventionniste, répressif, militariste et violent que le système de domination de la Guerre froide qui bénéficiait au moins du tampon de l'État-Providence, concession imposée par la relative force des classes ouvrières et des peuples au sortir de la Seconde guerre mondiale. Cette relative force n'existe désormais plus. Il faut la reconstruire pour, cette fois-ci, arracher le pouvoir au capital.

Marc Bonhomme, 4 mai 1999